



Info luttres

N°21

A toutes nos organisations CGT
de Seine Maritime

21 mai 2015

L'Actu.

La CGT en ordre de bataille

62 militant(e)s, 42 syndicats des services publics de tout le Département ont répondu présent à la journée d'étude organisée le 19 mai par le collectif des services publics et l'UD (décision du 43ème congrès départemental).

Débat, échange, construction d'une mobilisation interprofessionnelle dans les prochains jours contre l'un des plus grands plans de licenciements organisé par l'Etat.

Les 25 et 26 juin, un congrès de tous les Présidents de Régions de France va se tenir à Rouen. C'est le moment de les interpeller contre cette casse organisée par le gouvernement, sous les injonctions des directives européennes et de Bruxelles.

30 millions d'euros d'économies pour la région Normandie à faire sur 3 ans à l'hôpital sur la masse salariale (source le journal les Echos). Les agences régionales de santé ont reçu des instructions jusqu'en 2017.

Pour la France, c'est 570 millions d'euros sur 3 ans. Ces coupes sur la masse salariale (effectifs) vont de pair avec les suppressions de lits.

La casse de l'emploi dans notre Département continue : Chapelle Darblay, Pétroplus, Travisol, MAES, Vallourec, Davigel, AUTOLIV, Transports, Transformateur SAS (ex Schneider) dont l'arrêt de la production est annoncé pour le 1er juillet.

Toutes ces usines sont rattachées à des grands groupes qui n'ont qu'un seul objectif, la rentabilité financière et fabriquer là où le coût du travail est le moins cher.

Mais cela ne dure qu'un temps !

Regardons ce qui se passe actuellement en Turquie avec les salariés de l'automobile. C'est toute la classe ouvrière du public et du privé qui réclame des augmentations de salaires.

Le 19 mai, 1 350 professeurs des collèges ont manifesté dans les rues de Rouen et du Havre contre la réforme des collèges imposée par le gouvernement.

Partout ça bouge dans le pays.

25 mai : grève aux hôpitaux de Paris - 675 000 salariés concernés sur la remise en cause des 35 heures

26 mai : journée nationale de grève à la sécurité sociale

25 juin : Fédération de la santé, appel à une journée nationale de grève contre la loi Touraine.

Tous ces appels sont dans la continuité de la journée du 9 avril.

Le 8 juin, les Unions locales, Unions professionnelles et l'Union Départementale se réuniront à Rouen pour construire ensemble un plan de bataille de luttes interprofessionnelles contre la casse des services publics et l'emploi dans le privé.

N'attendons pas les congés pour réagir !!!!

Après le 9 avril, c'est maintenant que nous devons nous organiser pour une nouvelle journée de grève, de lutte, de mobilisation.

Il est grand temps de passer à l'offensive et de converger toutes ces luttes.

Pascal Morel
Secrétaire Général du Syndicat

Faites connaître vos luttes. Envoyez vos photos et articles à ud76@cgt.fr

SOMMAIRE :

Page 2 & 3:

Le dossier de la semaine :

✓ Dialogue Social

par Gérald Le Corre

Témoignage : William Audoux

Page 4 & 5:

L'actu des luttes

✓ La Sécu en grève

✓ La lutte des Carrefour
Market

✓ Message de la CGT
Éduc'action

Page 5 :

L'écho des syndicats

✓ Les commissions

✓ L'agenda

**Dans son prochain
numéro,
«l'Info Luttres»
reviendra sur la
journée de travail
consacrée à
la réforme
Territoriale et
les actions
envisagées...**

Projet de loi sur le dialogue social :

Une attaque majeure contre les représentants du personnel

La commission exécutive de l'UD CGT de Seine Maritime a étudié, lors de sa réunion du 11 mai 2015, l'ensemble de la partie de la loi dite de Dialogue Social concernant les modifications apportées aux institutions représentatives du personnel.

Alors que le projet de loi Macron qui s'attaque au repos dominical, aux conseils des prud'hommes, qui facilite encore plus les licenciements économiques collectifs et qui supprime la peine d'emprisonnement pour les entraves au fonctionnement des CE et des CHSCT, n'est pas encore votée, le gouvernement a dévoilé fin avril son projet de loi sur le dialogue social dont l'objectif affiché serait d'améliorer le fonctionnement des institutions représentatives du personnel.

Malheureusement, à l'analyse détaillée du projet, il est confirmé qu'il constitue une attaque majeure contre la présence des représentants du personnel dans les entreprises. Intégration du CHSCT dans la délégation unique du personnel pour les entreprises de moins de 300 salariés, division par deux du nombre de réunions obligatoires, interdiction faite aux suppléants de participer aux instances, allègement des obligations de consultations du comité d'entreprise, suppression du

droit à l'expertise distincte du CHSCT en cas de réorganisations, possibilité d'accord dérogatoire concernant le fonctionnement des IRP dans les entreprises de plus de 300 salariés, facilité donnée aux employeurs de supprimer le comité d'entreprise en cas de baisse des effectifs... bref la liste des remises en causes des droits acquis de haute lutte par les générations de travailleurs précédentes est longue.

S'il ne fallait retenir qu'un chiffre, ce serait 40. La mise en place de la DUP dans les entreprises de moins de 300 entreprises risque de se traduire par moins 40% de représentants du personnel auquel il faut rajouter le fait que les suppléants n'auront plus aucun rôle actif. Actuellement, la DUP dans une entreprise de 110 salariés, c'est 5 titulaires et 5 suppléants contre 18 représentants du personnel (5 Titulaires et 5 suppléants CE, 4 Titulaires et 4 suppléants DP) lorsque que les instances ne sont pas fusionnées.

40% en moins, c'est aussi le nombre d'heures des élus de la DUP qui ont 20h par mois de délégation contre 35 lorsque CE et DP ne sont pas fusionnées.

La mise en place de commissions paritaires régionales pour les entreprises de moins de 11 salariés n'est qu'un leurre pour tenter de nous faire avaler un projet destructeur pour le droit des travailleurs. Qui peut croire qu'avec un représentant du personnel salarié pour plus de 35 000 salariés des PME en moyenne doté de 5 heures de délégation mensuelle

et l'interdiction de rentrer dans les entreprises peut constituer une avancée sociale pour les salariés de ces entreprises ?

Ce projet de loi n'est de fait ni amendable, ni négociable, tant il est porteur de nouvelles attaques, ce qui conduit notre union départementale à en exiger le retrait pur et simple. Aussi la Commission Exécutive a décidé de sortir dans les jours qui viennent un tract explicatif à diffuser largement auprès des salariés et de s'adresser à notre confédération concernant les mobilisations nécessaires à construire pour faire reculer le gouvernement.

Après la journée de grève et de manifestations du 9 avril 2015, l'organisation d'une nouvelle journée nationale de grève et de manifestations en juin couplée à l'adoption d'une stratégie de lutte permettant d'avancer dans la construction d'une grève générale jusqu'à la satisfaction s'avère plus que nécessaire.

Informez les salariés des attaques que constituent les projets de loi Macron et Rebsamen, mettez en débat avec nos collègues les mobilisations à construire, adoptez les motions en défense des CHSCT (Télécharger la version modifiable en Word), voici les tâches qui s'imposent à nous.

Gérald LE CORRE

“ Après la journée de grève et de manifestations du 9 avril 2015, l'organisation d'une nouvelle journée nationale de grève et de manifestations en juin, [...] s'avère plus que nécessaire. ”



Discussion en cours chez Renault sur le droit syndical en parallèle à la négociation nationale. Alors que des négociations sont en cours au niveau national sur le « dialogue social, Renault engage des discussions sur le même sujet.

Ce n'est pas un hasard, Renault une fois de plus, sert de laboratoire, comme ce fut le cas pour l'accord de compétitivité mis en place en mars 2013, suite à la signature de la CFTD, de FO et de la CFE/CGC. Et qui a permis à la direction de supprimer 21 jours de congés pour les salariés en équipe, 17 jours pour la nuit, de supprimer 8260 emploi en 3 ans et geler les salaires sur 3 ans.

Conseil d'entreprise chez Renault : mêmes discussions, menées en parallèle. La direction a présenté son projet :

- ✓ Création d'une commission centrale des projets (Délégué Syndical Central + Commission économique/Bureau du Comité Central Entreprise), d'une commission locale des projets (Délégué Syndical + Bureau du Comité d'Entreprise) et d'une instance alternative aux CHSCT.

- ✓ La direction a pour ambition de « professionnaliser » les élus, en considérant l'activité syndicale comme « un métier », une sorte de filière professionnelle comme une autre, avec des entretiens individuels et des objectifs à atteindre !

- ✓ La direction de Renault veut donc fixer des objectifs aux élus «dans le cadre de leurs mandats».

Ce qui est clair, c'est la volonté de la direction d'éloigner les élus du terrain les empêchant ainsi de porter la parole des salariés et de défendre leurs intérêts !

Ce n'est pas tout, la direction veut « développer nos compétences »... et accompagner la prise de mandat » des futurs candidats !

- ✓ La direction se propose alors « de former les organisations syndicales et leurs élus, pour les aider à assumer au mieux leur rôle »

En Clair former les élus pour qu'ils accompa-

Témoignage :

Le dialogue social, vu par Renault

gnent les décisions et orientations de l'entreprise, vous aurez compris...

La direction le dit clairement :

Elle veut « Mettre en place à échéance régulière une négociation d'un accord de « développement ». Et prend exemple sur l'accord du 13 mars 2013, l'accord de compétitivité qu'elle appelle « accord de développement »

La direction veut nous former pour que nous comprenions mieux les orientations de l'entreprise.

Nous voyons ou la direction veut en venir : nous former pour que nous soyons prêts à accompagner les décisions de l'entreprise et notamment le prochain accord de compétitivité !!

Pour Cléon, à ces projet, il faut ajouter la volonté de la direction de supprimer les heures de mandat pour les élus suppléants CE et DP.

Soit : 320 heures de moins par mois pour militer.

Chez Renault, nous en sommes à la phase des « groupes de discussion », elle compte, rapidement, ouvrir des « négociations » sur ce sujet.

«Ce qui est clair, c'est la volonté de la direction d'éloigner les élus du terrain les empêchant ainsi de porter la parole des salariés et de défendre leurs intérêts» !

Position des autres syndicats sur les négo chez Renault:

CFDT : sans surprise, sur la ligne de la direction et demande même l'ouverture immédiate de négociations sur le sujet.

FO : Demande le maintien des heures pour les suppléants mais est d'accord pour créer un conseil d'entreprise, demande que les négociations démarrent en septembre....

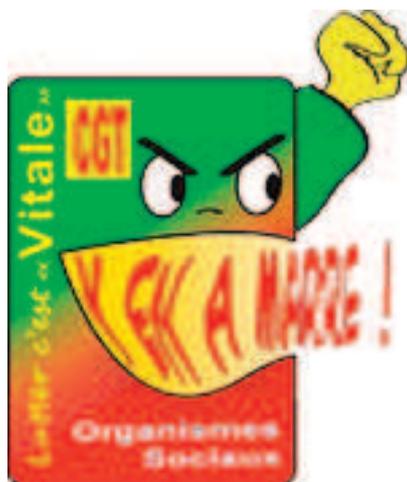
CFE/CGC : refuse de faire des propositions tant que le sujet du financement des organisations syndicales ne sera pas abordé, mais est contre la suppression des CHSCT...

Ces négociations, cumulées au projet de loi sur le dialogue social, voulu par le gouvernement et le MEDEF, si elles aboutissent vont avoir des conséquences désastreuses pour les élus, et notamment la CGT !!

Nous allons devoir nous mobiliser, informer les salariés, sur cette nouvelle régression sociale en préparation.

William Audoux

L'actu des luttes en Seine-Maritime... L'actu des luttes en Seine-Maritime...



Le 26 mai 2015, Tous en grève à la SECU !

Imposons le retrait de la lettre de cadrage salarial Imposons l'augmentation de la valeur du point

Plusieurs milliers de salariés de la Sécurité Sociale ont, le 9 avril, fait grève et manifesté à l'appel des Confédérations FO et CGT contre le pacte de responsabilité, contre la loi Macron, pour des augmentations de salaire, contre les suppressions d'emplois et pour des embauches en CDI. Cette mobilisation est une première réponse au pacte de responsabilité qui prévoit 1,2 milliard « d'économies » sur les coûts de gestion de la Sécurité sociale et cela au moment où le projet de loi Touraine transfère aux ARS une partie des missions de la CNAMTS, remettant en cause le caractère national et universel de la Sécurité Sociale avec tous les risques pour notre Convention Collective Nationale. La politique d'austérité menée dans nos organismes interdit toute négociation salariale. Cette situation est intolérable !



Commerces en lutte !

A Dieppe, comme à Elbeuf les salariés de Carrefour Market se mobilisent.

Maintien des postes et hausse des salaires au menu

de Neuville lès Dieppe et d'Elbeuf se mobilisent pour la sauvegarde de l'emploi et l'augmentation des salaires.



Après 7 années de CDD, Carrefour Market de NLD ne renouvelle pas le contrat d'une de ses salariés. A Elbeuf, c'est contre un licenciement abusif que la CGT est mobilisée. En parallèle, les employés s'inscrivaient également dans un mouvement plus national de demande d'une hausse de salaire, proportionnelle aux 3,1 % de hausse du volume d'affaires de l'enseigne. « Cette année, nous avons eu une hausse de 0,30 € par mois, soit une demi-baguette de pain. Dans ces cas-là, mieux vaut encore zéro, annonce le représentant CGT de l'enseigne. Nous voulons une meilleure redistribution des richesses.



Message de la CGT Educ action.

Grève massive des enseignants pour le retrait de la réforme du collège

Tout d'abord merci pour le soutien de l'UD à la manif. Il a été apprécié par nos camarades. La journée de grève du 19 mai des enseignants du second degré, contre la réforme du collège, a été une réussite nationalement et aussi dans le département. Les chiffres de gréviste sont compris entre 50 et 70% de grévistes dans les collèges. Des enseignants des lycées et du premier degré étaient également présents dans les manifs qui ont réuni 1000 personnes à Rouen et 350 au

Havre. Les AG de ces deux villes ont montré également la détermination des enseignants à continuer rapidement la lutte pour obtenir le retrait de la réforme du collège qui renforcerait l'autonomie des collèges et donc les inégalités entre les établissements, au détriment le plus souvent des zones populaires. C'est dans ce même esprit que les enseignants se sont battus pour le maintien des classes bi-langues et euro, et du latin et du grec, afin que ces enseignements ambitieux soient proposés dans tous les collèges, y compris ceux de l'éducation prioritaire. Les AG ont aussi mis en avant le problème majeur des classes surchargées à tous les niveaux de l'éducation. La lutte contre l'échec scolaire passe par un plan de recrutement massif dans toute l'éducation, solution refusée par le gouvernement qui a fait le choix de l'austérité, comme pour tous les autres services publics.

Cordialement.
CGT éduc'action

La vie de l'UD ... La vie de l'UD ... La vie de l'UD ... La vie de l'UD ...

Participation aux commissions...

C'est le moment de s'inscrire !

Le 11 mai, jour de la Commission Exécutive de l'UD, il a été présentée la mise en place des collectifs avec leurs animateur(trice)s, membres du bureau, voté à notre dernier congrès départemental.

Ce jour-là, des membres de la commission exécutive, nouvellement élus étaient absents.

L'engagement pris lors du 43ème congrès et validé dans le document d'orientation, est que chaque membre dirigeant de la CE de l'UD doit s'inscrire et s'investir dans ces « collectifs ou espaces ».

Rappel des différents secteurs :

COMMUNICATION : animateur : David RUIS

FORMATION SYNDICALE : animateur : Stéphane HAUGUEL

QUALITE VIE SYNDICALE : animateurs : Fatma OBLIGIS / Handy BARRE

REVENDICATIF : animateur : Bruno RICQUE

SERVICES PUBLICS : animatrice : Christine BOULIER

DROITS LIBERTES ACTIONS JURIDIQUES : animateurs : Philippe LEBOURG, Patrick LEBAL'CH

POLITIQUE FINANCIERE : animateurs : Philippe LERMINET, Jacques RICHER

SANTE TRAVAIL : animateur : Gérald LE CORRE

Il vous est demandé de remonter rapidement vos inscriptions et vos propositions auprès de nos camarades, Line et Ana ou d'envoyer vos candidatures sur la boîte mail de l'UD : ud@cgt76.fr.

Ces commissions sont ouvertes à tous les syndicats, mais aussi aux membres de la CE sortante, à tous ceux qui veulent s'investir pour mettre en place les décisions votées lors de notre congrès.

A VOS AGENDAS :

- ✓ 25 mai - Paris
Grève aux hôpitaux de Paris (675 000 salariés concernés sur la remise en cause des 35 heures)
- ✓ 26 mai - journée nationale de grève à la sécurité sociale
- ✓ 1er juin - 9h Maison CGT Rouen
Réunion de la Commission Exécutive de l'UD
- ✓ 4 juin - 8h45 Village Vacances à Dives sur Mer
Réunion régionale sur la future fusion des régions
- ✓ Jusqu'au 8 juin - Salle des fêtes Franklin - Le Havre.
63ème salon des artistes ouvriers
- ✓ 9 juin - 8h30 Maison CGT Rouen
Journée d'étude du secteur santé
- ✓ 25 juin : Fédération de la santé, appel à une journée nationale de grève contre la loi Touraine.